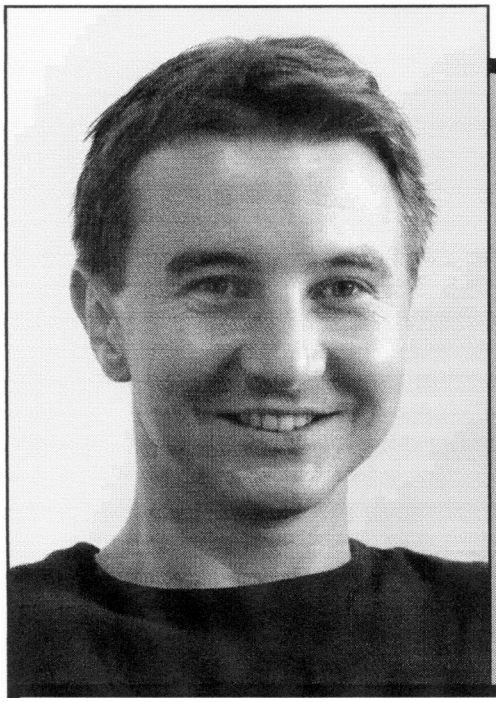
MEETING avec Olivier BESANCENOT



Nos vies valent plus que leurs profits

LUNDI 12 MARS A 20H30

Amphy le Moigne
Ile du saulcy à Metz

LCR

www.lcr-rouge.org
www.besancenot2007.org/
Pour nous contacter, pour rejoindre la campagne :
http://lcr57.canalblog.com / / lcr57@nomade.fr / 06.26.12.77.18

Présidentielle 2007

Olivier BESANCENOT

Sarkozy voulait une campagne sécuritaire. En misant sur la peur, la droite dure et l'extrême droite gagnent à tous les coups. Ségolène Royal se sentait obligée de suivre sur ce terrain. Mais la réalité s'est imposée, avec les sans-logis, les chômeurs, les salariés précaires, les millions de personnes qui n'arrivent pas à « joindre les deux bouts ». a tel point que même Sarkozy découvre les travailleurs et veut nous faire le coup du candidat de « la France qui souffre ». Cette soudaine compassion est totalement démagogique.
Sarkozy est bien le candidat des patrons. Entre le programme du Medef et celui de l'UMP, difficile de distinguer l'original de la copie. Sarkozy veut aggraver encore les politiques libérales qui ont détruit les services publics, fait reculer des droits sociaux et dégradé nos conditions de vie.

Nous avons combattu la droite inlassablement depuis 5ans et Sarkozy peut compter sur nous pour l'aider à perdre lors des élections à venir.
Mais le programme de Ségolène Royal ne constitue en rien une rupture avec les politiques libérales menées par les gouvernements qui se sont succédé.

Partageons les richesses

Nous en avons assez des demi-mesures, assez des alternances sans changement. Le PS appelle au vote utile ; Il joue sur le sentiment de culpabilité en rappelant l'élimination de Jospin au premier tour en 2002. Pourtant, ce n'est pas l'abondance de candidats qui était en cause, mais la politique menée par le PS et ses alliés communistes et verts.
Face à cette droite dure, il fut une gauche qui ne capitule pas. Une gauche qui fasse le choix de s'en prendre à la logique du profit et au pouvoir des possédants.

Refusons que les générations à venir vivent plus mal encore que celles qui les ont précédées. Partageons les richesses, plutôt que la misère !

Près de 13 milliards € de profits engrangés par TOTAL en 2006 !

D'Est en Ouest, le profit en procès !

Avec le procès de l'Erika qui s'est ouvert le 12 février, c'est le procès de tout un système qui devra être instruit. Ce système qui méprise les hommes, leur santé, leur environnement. Des plages de Bretagne souillées, de l'Océan pollué, des oiseaux piégés aux emplois supprimés en Lorraine en passant par la catastrophe d'AZF à Toulouse, c'est le profit maximum qui est au coeur du problème.Les avocats de TOTAL font flèche de tout bois. Mais ils sont en difficulté car la colère est grande. Faisons en sorte qu'elle s'exprime pleinement ici en Moselle!

TOTAL fait des profits…et licencie.

Cela devient désormais une sale habitude dans le petit monde du CAC40 où chaque année les salariés peuvent nourrir les pires craintes pour leur emploi lorsque les entreprises annoncent leurs bilans économiques. Ainsi, à la mi-février, c'est un résultat de près de 13 milliards d'euros de profits que revendique l'entreprise. Dans le même temps la multinationale envisage un vaste plan de délocalisation au Qatar de son site de Carling. Avec TPF et Arkéma sur la plateforme de Carling, ce sont 900 plus 600 emplois qui sont en jeu ! A quoi il faut ajouter les 400 emplois d'INEOS à Sarralbe : en effet cette entreprise est directement et complètement dépendante de l'activité de TPF.

L'urgence consiste maintenant à envisager avec les salariés de TOTAL, d'INEOS et la population une riposte adaptée face à une situation alarmante. Et qu'à deux reprises, à quelques semaines d'intervalle, des rejets de gaz anormaux se soient produits ne doit pas affaiblir notre détermination, au contraire ! Quel que soit le degré de gravité réel de ces rejets, la direction de l'entreprise devra aussi en répondre.

Mais, certains, dont le maire UMP de Saint-Avold, semblent avoir fait le deuil des emplois industriels et marchandent avec la direction de l'entreprise un hypothétique « plan de revitalisation industriel en Moselle-Est ». Cette posture est une véritable gageure, en effet, quelle entreprise pourra-t-elle un jour pallier à la suppression de tant d'emplois ?

À l'opposé, la CGT a raison d'adopter une position offensive face au cynisme de la direction de TOTAL. Elle est, en outre, lucide quant aux conséquences dramatiques sur le tissu économique et social de notre région si l'entreprise délocalisait.

Au final, la situation actuelle renforce la nécessité d'imposer notamment :

- l'intégration de TOTAL dans un pôle 100% public de l'énergie avec EDF/GDF et SUEZ !
- Interdiction des licenciements des entreprises qui font des profits.

SNCF : des prix qui augmentent à Très Grande Vitesse

Le 10 juin 2007, le 1er TGV–EST circulera en Lorraine. En attendant la SNCF a dévoilé ses nouveaux tarifs : il sont exorbitants ! Alors qu'aujourd'hui un aller simple Metz-Paris en corail coûte 38,80€, demain avec le TGV le même billet coûtera 62€ en période de pointe (50€ en période normale) soit une augmentation de 62% ! Avec des tarifs pareils, à qui veut-on faire croire qu'on se préoccupe des problèmes d'environnement et qu'on veut développer les déplacements en transports collectifs ?

Les malheurs des salariés font les bonheurs des actionnaires

Tonna Electronique, société qui fabrique du matériel de réception, transports et traitement des signaux télévisés va supprimer 55 emplois (39 sur le site de Mondelange) sur les 129 emplois qu'elle compte en France. La CFDT dénonce une « gestion déplorable », des « erreurs stratégiques de la direction ». Au même moment, le titre en bourse gagnait 18% : des licenciements c'est toujours une bonne nouvelle pour des actionnaires.

Automobile : les effectifs salariés comme variable d'ajustement.

Alors que la concurrence fait rage au niveau mondial, les constructeurs français ont reculé en 2006. Si leurs profits reculent, ils restent cependant importants. En clair, ce sera pression maximum sur les salaires et sur les effectifs. Ajouter à cela le chantage sur les sous-traitants, les équipementiers… « Nous pourrions passer de 24000 emplois en Lorraine en 2005 dans l'automobile à moins de 20000 en 2007. » prévient le Républicain Lorrain visiblement bien informé.

PSA : des augmentations de salaires qui n'en sont pas !

L'augmentation de salaire annoncée par la direction de PSA n'était déjà pas bien lourde : 1,6% (soit environ 200€ annuels pour les salaires les plus bas). Mais en plus les primes d'intéressement et de participation vont baisser de 287€ ; les salaires vont donc baisser de 87€ par an ! La semaine dernière à Borny et à Trémery des salariés ont débrayé. Ces grèves étaient minoritaires mais c'est une première étape car il faudra être beaucoup plus nombreux pour imposer à la direction que les profits aillent dans nos poches et pas dans celles des actionnaires de la famille Peugeot !

Il fallait oser: contrat de 1h/semaine proposé à une allocataire du RMI !

Après le micro-crédit, voici le micro-contrat pour micro-personne menant une micro-vie engendrant de micro-besoins… 8,27 € x 4, soit 33,08 € brut par mois, voilà ce qu'une agence de l'ANPE de la région messine a osé proposer pour un travail en supermarché. Précisons que pour se rendre à ce travail, il faut compter ½ h aller, autant au retour… PDG du Printemps, Laurence Danon, a, elle, perçu 2 500 000 € pour son départ soit 208 années de SMIC à temps plein !

Régime local de Sécu : il faut imposer une contribution patronale !

Le régime local est le fruit de l'histoire tourmentée de nos 3 départements d'Alsace-Moselle. Il est financé par une surcotisation des seuls salariés et permet une meilleure couverture des soins que dans les autres départements. Depuis plusieurs années, les attaques patronales contre la sécu finissent par mettre le régime local lui aussi dans le rouge. Il devient urgent d'imposer le principe d'une cotisation patronale. 0,2 % couvrirait les 40 millions € nécessaires. Action !